

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES

ACCORD-CADRE DE FOURNITURES COURANTES ET DE SERVICES

**Consultation 26S0007 - Fourniture de dispositifs
médicaux non stériles aux adhérents du GRAPDIM**

GRAPDIM
CH Chalon sur Saône - William Morey
4 RUE CAPITAINE DRILLIEN
71100 CHALON SUR SAONE

SOMMAIRE

| | |
|---|----|
| 0 - Préambule..... | 3 |
| Pouvoir adjudicateur..... | 3 |
| Adhérents du groupement de commandes..... | 3 |
| Répartition des responsabilités..... | 3 |
| 1 - Dispositions générales du contrat..... | 4 |
| 1.1 - Objet du contrat..... | 4 |
| 1.2 - Décomposition du contrat..... | 4 |
| 1.3 - Type d'accord-cadre..... | 4 |
| 1.4 - Conditions d'attribution des bons de commande..... | 4 |
| 2 - Pièces contractuelles..... | 4 |
| 3 - Confidentialité et mesures de sécurité..... | 4 |
| 4 - Protection des données à caractère personnel..... | 5 |
| 5 - Durée et délais d'exécution..... | 5 |
| 5.1 - Durée du contrat..... | 5 |
| 5.2 - Reconduction..... | 5 |
| 5.3 - Délais d'exécution..... | 5 |
| 6 - Prix..... | 5 |
| 6.1 - Caractéristiques des prix pratiqués..... | 5 |
| 6.2 - Modalités de variation des prix..... | 5 |
| 6.3 - Clause de sauvegarde..... | 6 |
| 6.4 - Offres promotionnelles..... | 6 |
| 7 - Garanties Financières..... | 6 |
| 8 - Avance..... | 6 |
| 8.1 - Conditions de versement et de remboursement..... | 6 |
| 8.2 - Garanties financières de l'avance..... | 7 |
| 9 - Modalités de règlement des comptes..... | 7 |
| 9.1 - Acomptes et paiements partiels définitifs..... | 7 |
| 9.2 - Présentation des demandes de paiement..... | 7 |
| 9.3 - Délai global de paiement..... | 7 |
| 9.4 - Paiement des cotraitants..... | 7 |
| 10 - Conditions d'exécution des prestations..... | 7 |
| 11 - Développement durable..... | 8 |
| 12 - Constatation de l'exécution des prestations..... | 8 |
| 12.1 - Vérifications..... | 8 |
| 12.2 - Décision après vérification..... | 8 |
| 13 - Garantie des prestations..... | 8 |
| 14 - Droit de propriété industrielle et intellectuelle..... | 8 |
| 15 - Pénalités..... | 8 |
| 15.1 - Pénalités de retard..... | 8 |
| 15.2 - Pénalité pour travail dissimulé..... | 9 |
| 16 - Assurances..... | 9 |
| 17 - Résiliation du contrat..... | 9 |
| 17.1 - Conditions de résiliation de l'accord-cadre..... | 9 |
| 17.2 - Redressement ou liquidation judiciaire..... | 9 |
| 18 - Règlement des litiges et langues..... | 10 |
| 19 - Dérogations..... | 10 |

0 - Préambule

Pouvoir adjudicateur

Par dérogation à l'article 2 du cahier des clauses administratives générales (CCAG) des marchés publics de fournitures courantes et de services, le terme « pouvoir adjudicateur » est employé pour qualifier le coordonnateur du groupement régional des articles de protection et des dispositifs médicaux non stériles.

Les coordonnées du coordonnateur du groupement de commandes :

Centre Hospitalier Chalon sur Saône - William Morey
4 rue du capitaine Drillien
CS 80120
71321 CHALON SUR SAONE
France

A ce titre, il agit pour le compte des établissements adhérents où s'exécutent les marchés.

Conformément à l'article L2113-7 du Code de la commande publique, le coordonnateur du groupement signe et notifie le marché et l'adhérent du groupement de commandes s'assure de la bonne exécution pour ce qui le concerne.

Le référent du GRAPDIM au sein de l'établissement coordonnateur est le suivant : anais.trivier@ch-chalon71.fr

Adhérents du groupement de commandes

Les membres du groupement de commande sont les membres identifiés en annexe I du présent CCAP selon la quantification estimée pour chaque lot dans le fichier de quantités estimatives des besoins.

Seuls les établissements ayant quantifié sur un lot peuvent bénéficier des tarifs prévus dans celui-ci.

Un établissement ayant indiqué une quantité pour une des fournitures d'un lot est réputé comme adhérent à l'ensemble des fournitures de ce même lot.

Répartition des responsabilités

| | Coordonnateur (CH Chalon sur Saône) | Adhérent du GRAPDIM |
|--|-------------------------------------|---------------------------|
| Passation, signature et notification des marchés et de leurs avenants / certificats administratifs | x | |
| Résiliation de l'accord-cadre | x | |
| Gestion des procédures de révisions des prix des marchés | x | |
| Reconduction / non reconduction des marchés | x | |
| Emission des bons de commande | | x |
| Application des pénalités | x (autres pénalités) | x (pénalités d'exécution) |
| Délivrance du certificat de cession de créances | x | |
| Opérations de réception/admission des prestations objet du marché | | x |
| Païement des prestations objet du marché auprès du titulaire | | x |

I - Dispositions générales du contrat

I.1 - Objet du contrat

Les stipulations du présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) concernent la fourniture de dispositifs médicaux non stériles aux établissements adhérents du GRAPDIM.

Cet accord-cadre fixe toutes les conditions d'exécution des prestations, il est exécuté au fur et à mesure de l'émission de bons de commande émis par les adhérents du groupement de commandes.

I.2 - Décomposition du contrat

Les prestations sont réparties en 3 lots :

| Lots | Désignation |
|------|--|
| 01 | Gilet de maintien avec sangle périnéale pour fauteuil |
| 02 | Ceinture ventrale de maintien avec sangle périnéale pour fauteuil de repos |
| 03 | Bracelet d'identification à clip pour adulte (étiquette patient de 6,5 x 3,2 cm) |

Chaque lot fait l'objet d'un accord-cadre attribué à un seul opérateur économique.

I.3 - Type d'accord-cadre

L'accord-cadre sans minimum et avec maximum est passé en application des articles L2125-1 1°, R. 2162-1 à R. 2162-6, R. 2162-13 et R. 2162-14 du Code de la commande publique. Il donnera lieu à l'émission de bons de commande.

I.4 - Conditions d'attribution des bons de commande

Les bons de commande seront notifiés par les adhérents du groupement de commandes au fur et à mesure de leurs besoins.

Les mentions devant figurer sur chaque bon de commande sont les suivantes :

- le nom ou la raison sociale du titulaire
- la date et le numéro du marché
- la date et le numéro du bon de commande
- la nature et la description des prestations à réaliser
- les délais de livraison (date de début et de fin)
- les lieux de livraison des prestations
- le montant du bon de commande

Seuls les bons de commande signés par le représentant de l'adhérent du groupement de commandes peuvent être honorés par les titulaires.

2 - Pièces contractuelles

Les pièces contractuelles de l'accord-cadre sont les suivantes et, en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans cet ordre de priorité :

- L'acte d'engagement (AE) et ses annexes financières
- Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP) et ses annexes éventuelles
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et ses annexes éventuelles
- Le cahier des clauses administratives générales (CCAG) applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services, approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021
- L'offre technique et financière du titulaire
- Les actes spéciaux de sous-traitance et leurs avenants éventuels

3 - Confidentialité et mesures de sécurité

Le présent accord-cadre comporte une obligation de confidentialité telle que prévue à l'article 5.1 du CCAG-FCS.

Les prestations sont soumises à des mesures de sécurité conformément à l'article 5.3 du CCAG-FCS.

Le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité et/ou des mesures de sécurité.

4 - Protection des données à caractère personnel

Chaque partie au contrat est tenue au respect des règles relatives à la protection des données à caractère personnel auxquelles elle a accès pour les besoins de l'exécution du contrat.

Les clauses relatives à la protection des données à caractère personnel sont indiquées dans l'annexe 2 du présent CCAP.

5 - Durée et délais d'exécution

5.1 - Durée du contrat

L'accord-cadre est conclu pour une période ferme allant de sa notification au 31 décembre 2026.

5.2 - Reconduction

L'accord-cadre pourra être reconduit tacitement jusqu'à son terme. Le nombre de périodes de reconduction est fixé à 3, d'une durée de 12 mois chacune, soit jusqu'au 31 décembre 2029 au plus tard.

La reconduction est considérée comme acceptée si aucune décision écrite contraire n'est prise par le pouvoir adjudicateur au moins 1 mois avant la fin de la durée de validité de l'accord-cadre. Le titulaire ne peut pas refuser la reconduction.

5.3 - Délais d'exécution

Les délais d'exécution ou de livraison des prestations sont fixés sur chaque bon de commande conformément aux stipulations des pièces de l'accord-cadre.

Une prolongation du délai d'exécution peut être accordée par les adhérents du GRAPDIM dans les conditions de l'article 13.3 du CCAG-FCS.

6 - Prix

6.1 - Caractéristiques des prix pratiqués

Les prestations sont réglées par des prix unitaires selon les stipulations de l'acte d'engagement.

6.2 - Modalités de variation des prix

Les prix de l'accord-cadre sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de remise de l'offre par le titulaire ; ce mois est appelé " mois zéro ".

Par dérogation aux articles 10.1.1 et 10.1.2 du CCAG-FCS, les prix des fournitures faisant l'objet du marché sont des prix révisables à la hausse comme à la baisse.

L'ajustement des prix intervient au 1er janvier de chaque année d'exécution du marché. Le premier ajustement des prix ne peut intervenir avant le 1er janvier 2027. Le titulaire doit adresser sa demande d'ajustement des prix au pouvoir adjudicateur par courrier avec accusé de réception ou par mail.

Pour ce faire, le titulaire transmet au pouvoir adjudicateur un nouveau bordereau des prix unitaires indiquant les nouveaux prix.

Ceux-ci sont alors fermes jusqu'au 1er janvier suivant. Les nouveaux prix s'appliquent aux commandes passées à compter du 1er janvier.

Les révisions de prix doivent être envoyées à l'adresse suivante :

CH Chalon sur Saône - William Morey
A l'attention de Mme TRIVIER
Cellule marchés
4, rue Capitaine Drillien - CS 80120
71321 CHALON SUR SAONE Cedex

Ou en cas d'envoi en recommandé électronique : cellule.marches@ch-chalon71.fr ET anais.trivier@ch-chalon71.fr

Le titulaire du marché s'engage, sous peine de forclusion, à notifier ses nouveaux tarifs au pouvoir adjudicateur avec un préavis de 1 mois avant la date prévue pour l'application de l'ajustement.

6.3 - Clause de sauvegarde

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de résilier sans indemnité la partie non exécutée du contrat à la date d'application de la nouvelle référence lorsque l'augmentation de cette référence est supérieure à 2,00 % par période d'ajustement.

6.4 - Offres promotionnelles

Au cours de l'exécution de l'accord-cadre, le titulaire peut, le cas échéant et à son initiative, octroyer des remises.

Notamment, il peut faire bénéficier les établissements d'offres promotionnelles exprimées en prix et/ou pourcentage qu'il est susceptible de proposer à l'ensemble de sa clientèle.

Dans ce cas, le titulaire s'engage à les communiquer au pouvoir adjudicateur ainsi que les dates de début et de fin d'application. Ces prix promotionnels se substituent alors automatiquement aux prix contractuels pendant les périodes définies.

Les factures émises sur la base des nouveaux prix doivent faire explicitement référence au tarif promotionnel qui fait partie des pièces justificatives de la dépense à transmettre au comptable public.

A l'expiration de la période promotionnelle, les prix initiaux annexés à l'acte d'engagement entrent à nouveau en vigueur.

La baisse de prix s'applique aux commandes émises pendant toute la durée de la promotion.

7 - Garanties Financières

Aucune clause de garantie financière ne sera appliquée.

8 - Avance

L'option retenue pour le calcul de l'avance est l'option B du CCAG - Fournitures Courantes et Services.

8.1 - Conditions de versement et de remboursement

Une avance est accordée pour chaque bon de commande d'un montant supérieur à 50.000 € HT et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à 2 mois, sauf indication contraire dans l'acte d'engagement.

Le montant de l'avance est fixé à 5,00 % du montant du bon de commande si la durée de son exécution est inférieure ou égale à douze mois ; si cette durée est supérieure à douze mois, l'avance est égale à 5,00 % d'une somme égale à douze fois le montant du bon de commande divisé par cette durée exprimée en mois.

Le remboursement de l'avance commence lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint ou dépasse 65,00 % du montant du bon de commande. Il doit être terminé lorsque ledit montant atteint 80,00 %.

Ce remboursement s'effectue par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire à titre d'acompte ou de solde.

En cas de groupement d'opérateurs économiques, la part de l'avance est rapportée au montant des prestations individualisées par membre. A défaut, l'avance est versée sur le compte du groupement ou du mandataire qui aura la charge de la répartir entre les membres du groupement.

8.2 - Garanties financières de l'avance

Conformément à l'article L.2191-7 du Code de la commande publique, le bénéficiaire de l'avance est informé que le pouvoir adjudicateur demande la constitution d'une garantie à première demande pour la totalité du remboursement de l'avance. Il devra être indiqué sur la garantie à première demande que l'engagement correspond à la garantie de l'avance consentie.

9 - Modalités de règlement des comptes

9.1 - Acomptes et paiements partiels définitifs

Les modalités de règlement des comptes sont définies dans les conditions de l'article 11 du CCAG-FCS.

9.2 - Présentation des demandes de paiement

Le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques sont effectués exclusivement sur le portail de facturation Chorus Pro. Lorsqu'une facture est transmise en dehors de ce portail, la personne publique peut la rejeter après avoir appelé cette obligation à l'émetteur et l'avoir invité à s'y conformer.

La date de réception d'une demande de paiement transmise par voie électronique correspond à la date de notification du message électronique informant l'acheteur de la mise à disposition de la facture sur le portail de facturation (ou, le cas échéant, à la date d'horodatage de la facture par le système d'information budgétaire et comptable de l'Etat pour une facture transmise par échange de données informatisé).

Informations à utiliser pour la facturation électronique

Les éléments nécessaires au dépôt des factures électroniques seront communiqués par les adhérents du GRAPDIM.

9.3 - Délai global de paiement

Les sommes dues aux titulaires seront payées dans un délai global de :

- 50 jours à compter de la date de réception des demandes de paiement pour les établissements publics de santé
- 30 jours à compter de la date de réception des demandes de paiement pour les établissements sociaux et médico-sociaux

En cas de retard de paiement, le titulaire a droit au versement d'intérêts moratoires, ainsi qu'à une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 €. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

9.4 - Paiement des cotraitants

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations. En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom du mandataire, sauf stipulation contraire prévue à l'acte d'engagement.

Les autres dispositions relatives à la cotraitance s'appliquent selon l'article 12.1 du CCAG-FCS.

10 - Conditions d'exécution des prestations

Les prestations devront être conformes aux stipulations du contrat (les normes et spécifications techniques applicables étant celles en vigueur à la date du contrat). L'accord-cadre s'exécute au moyen de bons de commande dont le délai d'exécution commence à courir à compter de la date de notification du bon.

Notification par le biais du profil d'acheteur

La notification d'une décision, observation ou information faisant courir un délai peut être effectuée par le biais du profil d'acheteur, conformément aux dispositions de l'article 3.1 du CCAG-FCS.

Stockage, emballage et transport

Par dérogation à l'article 20.2 du CCAG-FCS, la qualité des emballages doit être appropriée aux fournitures livrées ainsi qu'aux modalités de transport. La qualité de ces emballages est de la responsabilité du titulaire. Les emballages restent la propriété du titulaire.

Tout emballage endommagé sera refusé. Dans ce cas, le titulaire doit, à ses frais, livrer dans les plus brefs délais la quantité de fourniture non admise.

Par dérogation à l'article 20.3 du CCAG-FCS, les opérations de conditionnement, d'emballage, de chargement, d'arrimage, de transport et de déchargement des fournitures s'effectue sous la responsabilité du titulaire.

Les fournitures doivent être livrées en franco de port, quel que soit le montant de la commande. Les établissements s'engagement cependant à respecter pour leurs commandes les conditionnements des candidats indiqués dans le bordereau des prix unitaires, lorsque ceux-ci ne sont pas indiqués comme étant divisibles (exemple : 1 boîte de gants et non 30 gants, ...).

En cas d'impossibilité de livrer tout ou partie des fournitures à la date prévue, le titulaire doit aviser préalablement l'adhérent du groupement de commandes et lui communiquer une ou plusieurs dates de livraison.

En cas de rejet de tout ou partie des fournitures pour non-conformité à la commande ou non-respect des stipulations prévues au marché, les frais de retour sont à la charge du titulaire.

Les frais de manutention et de transport qui naîtraient de l'ajournement ou du rejet des fournitures sont à la charge du titulaire.

Conditions de livraison

La livraison des fournitures s'effectuera dans les conditions de l'article 21 du CCAG-FCS.

I I - Développement durable

Il n'est prévu aucune obligation environnementale dans l'exécution de l'accord-cadre.

I 2 - Constatation de l'exécution des prestations

I 2.1 - Vérifications

Les vérifications quantitatives et qualitatives simples seront effectuées au moment même de la livraison de la fourniture ou de l'exécution de service (examen sommaire) conformément aux articles 27 et 28.I du CCAG-FCS.

I 2.2 - Décision après vérification

A l'issue des opérations de vérification, le pouvoir adjudicateur prendra sa décision dans les conditions prévues aux articles 29 et 30 du CCAG-FCS.

I 3 - Garantie des prestations

Les prestations feront l'objet d'une garantie de 1 an dont le point de départ est la date de notification de la décision d'admission. Les modalités de cette garantie sont définies à l'article 33 du CCAG-FCS.

I 4 - Droit de propriété industrielle et intellectuelle

Aucun droit de propriété intellectuelle n'est applicable à ce contrat.

I 5 - Pénalités

I 5.1 - Pénalités de retard

Lorsque le délai contractuel d'exécution ou de livraison est dépassé, par le fait du titulaire, celui-ci encourt, par jour calendaire de retard, une pénalité calculée par application de la formule suivante :

$$P = V * R / 100$$

P = le montant de la pénalité

V = la valeur TTC des fournitures sur laquelle est calculée la pénalité

R = le nombre de jours calendaires de retard

Les pénalités de retard commencent à courir le lendemain du jour où le délai contractuel de livraison des fournitures est expiré, sous réserve des stipulations prévues aux articles 11.5 et 11.6 du présent CCAP.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-FCS, il n'est prévu aucune exonération à l'application des pénalités de retard.

Le montant total des pénalités de retard n'est pas plafonné.

Les pénalités de retard sont appliquées sans mise en demeure préalable du titulaire.

15.2 - Pénalité pour travail dissimulé

Si le titulaire de l'accord-cadre ne s'acquitte pas des formalités prévues par le Code du travail en matière de travail dissimulé par dissimulation d'activité ou d'emploi salarié, le pouvoir adjudicateur applique une pénalité correspondant à 10,00 % du montant TTC de l'accord-cadre.

Le montant de cette pénalité ne pourra toutefois pas excéder le montant des amendes prévues à titre de sanction pénale par le Code du travail en matière de travail dissimulé.

16 - Assurances

Conformément aux dispositions de l'article 9 du CCAG-FCS, tout titulaire (mandataire et cotraitants inclus) doit justifier, dans un délai de 15 jours à compter de la notification du contrat et avant tout commencement d'exécution, qu'il est titulaire des contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

17 - Résiliation du contrat

17.1 - Conditions de résiliation de l'accord-cadre

Les conditions de résiliation de l'accord-cadre sont définies aux articles 38 à 45 du CCAG-FCS.

En cas de résiliation de l'accord-cadre pour motif d'intérêt général par le pouvoir adjudicateur, le titulaire ne percevra aucune indemnisation.

En cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R. 2143-3 et R. 2143-6 à R. 2143-10 du Code de la commande publique, ou de refus de produire les pièces prévues aux articles R. 1263-12, D. 8222-5 ou D. 8222-7 ou D. 8254-2 à D. 8254-5 du Code du travail conformément à l'article R. 2143-8 du Code de la commande publique, le contrat sera résilié aux torts du titulaire.

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de faire exécuter par un tiers les prestations aux frais et risques du titulaire.

17.2 - Redressement ou liquidation judiciaire

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement au pouvoir adjudicateur par le titulaire de l'accord-cadre. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution de l'accord-cadre.

Le pouvoir adjudicateur adresse à l'administrateur ou au liquidateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution de l'accord-cadre. En cas de redressement judiciaire, cette mise en demeure est adressée au titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article L627-2 du Code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L622-13 du Code de commerce.

En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation de l'accord-cadre est prononcée. Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur ou au liquidateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur, du liquidateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution de l'accord-cadre, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

I8 - Règlement des litiges et langues

En cas de litige, seul le Tribunal Administratif de Dijon est compétent en la matière.

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, demandes de paiement ou modes d'emploi doivent être entièrement rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

I9 - Dérogations

- L'article 1.4 du CCAP déroge à l'article 3.7.1 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 4 du CCAP déroge à l'article 5.2 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 5.1 du CCAP déroge à l'article 13.1.1 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 10 du CCAP déroge à l'article 20 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 11 du CCAP déroge à l'article 16.2 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 15.1 du CCAP déroge à l'article 14.1.1 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 15.1 du CCAP déroge à l'article 14.1.3 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 15.1 du CCAP déroge à l'article 14.1.2 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 15.1 du CCAP déroge à l'article 14.1.1 alinéa 2 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 17.1 du CCAP déroge à l'article 42 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 6.2 du CCAP déroge à l'article 10.1.1 du CCAG - Fournitures courantes et services
- L'article 6.2 du CCAP déroge à l'article 10.1.2 du CCAG - Fournitures courantes et services
- L'article 10 du CCAP déroge à l'article 20.2 du CCAG - Fournitures courantes et services
- L'article 10 du CCAP déroge à l'article 20.3 du CCAG - Fournitures courantes et services